



12 juin 2022

(22-4562)

Page: 1/2

**Conférence ministérielle  
Douzième session  
Genève, 12-15 juin 2022**

Original: anglais

**DÉCLARATION DE S.E. M. EBRAHIM PATEL  
MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE  
ET DE LA CONCURRENCE**

AFRIQUE DU SUD

Quand l'Organisation mondiale du commerce a vu le jour, il y a 28 ans, le monde était très différent de ce qu'il est aujourd'hui.

L'Afrique du Sud sortait tout juste de trois siècles de colonialisme et opérait sa transition vers la démocratie. L'économie mondiale représentait environ un tiers de sa taille actuelle en dollars EU et la Chine comptait pour quelque 2% de la production mondiale. Google n'existait pas et nul ne connaissait la COVID-19.

Vingt-huit ans plus tard, l'institution doit faire face à un monde changé et en changement.

Nous vivons à présent dans une ère nouvelle, qui présente de nouveaux défis:

- premièrement, la durabilité de notre modèle d'émission de carbone et de consommation;
- deuxièmement, les inégalités importantes et croissantes au sein des pays et entre eux;
- troisièmement, la vulnérabilité inhérente à une plus grande intégration, pour ce qui est de la santé et des perturbations des chaînes d'approvisionnement;
- et quatrièmement, les tensions géopolitiques plus prononcées et un monde polarisé qui crée de nouvelles tensions dans l'élaboration des règles mondiales et le respect des règles.

L'OMC devra se réinventer pour cette nouvelle époque, être plus flexible et promouvoir des résultats plus robustes en matière de développement. Nous avons besoin d'un système fondé sur des règles pour promouvoir la prospérité mondiale de manière inclusive et, ainsi, ne pas appliquer la loi de la jungle, où seul les puissants décident qui mange et qui est mangé. C'est pour cette raison que les règles doivent permettre d'accroître des échanges internationaux qui produisent, de fait, des résultats équilibrés et axés sur le développement.

La mondialisation a été extrêmement profitable à bien des gens. Néanmoins, elle a aussi apporté de nouveaux défis – tout dernièrement, nous avons vu l'exemple du coronavirus, qui s'est propagé rapidement au-delà des frontières. Nous pouvons soit décider de fermer les frontières, avec tous les coûts que cela entraîne, soit trouver des solutions pour récolter les fruits des sciences et de l'innovation afin de remédier à nos problèmes, y compris au moyen de règles de propriété intellectuelle plus flexibles et de dérogations en cas de pandémie.

Les inégalités globales au sein des pays et entre eux nécessitent une approche plus réfléchie du programme de développement de l'OMC, de sorte que les travailleurs et les communautés les plus pauvres profitent du commerce mondial.

Depuis la création de l'Organisation, la courbe démographique de l'Afrique s'est envolée. En 1994, le continent abritait environ 700 millions de personnes; aujourd'hui, la population a doublé pour atteindre 1,4 milliard de personnes et, dans les 28 années à venir, elle devrait compter un milliard de personnes en plus.

L'Afrique accueille 17% de la population de la planète mais ne représente que 3% du PIB mondial et environ 1% de la production d'acier et de la production automobile.

Pour le continent africain et l'Afrique du Sud, le défi économique décisif de notre génération est et sera l'industrialisation; nous devons trouver des solutions pour atteindre une croissance accrue, plus verte et inclusive.

Nous devons remédier aux déséquilibres historiques qui figurent dans certains des accords issus des négociations du Cycle d'Uruguay du GATT et qui ont été intégrés à l'OMC quand elle était nouvellement créée. Il s'agit par exemple des mesures sur l'agriculture et, pour certains pays africains, des droits de douane appliqués aux produits industriels.

L'industrialisation de l'Afrique doit être activement favorisée dans le programme de l'OMC, de la réforme institutionnelle à la pêche en passant par l'agriculture et les questions relatives à l'économie numérique.

Les risques de perturbation et de concentration qui pèsent sur les chaînes d'approvisionnement ont mis en évidence qu'il est nécessaire de disposer d'une marge de manœuvre politique pour que les productions de base, telles que la production alimentaire et la fabrication des produits de santé, soient déconcentrées et pour que les marchés locaux se développent.

La sécurité alimentaire est sur le devant de la scène en cette période où les tensions géopolitiques et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont débouché sur une flambée des prix des produits alimentaires.

Les participants aux discussions sur la pêche doivent reconnaître que tous les pays gèrent ensemble notre patrimoine commun que sont nos océans et équilibrer cette idée avec le besoin urgent de sécurité alimentaire. Dans les compromis mûrement pesés qui doivent être faits, nous devrions faire en sorte que les Membres responsables des plus importantes subventions qui appauvrissent les océans et des plus importantes distorsions sur les marchés de produits agricoles contribuent davantage à la réforme de la pêche et de l'agriculture. Les objectifs de durabilité sous-entendent que nous avons de fait besoin d'un résultat sur la pêche, et nous devrions par conséquent nous concentrer sur des résultats réalistes.

À ce sujet, nous sommes d'avis qu'un ensemble de mesures équilibré devrait discipliner efficacement les subventions aux opérations de pêche industrielle à grande échelle et que les principaux donneurs de subventions et les nations pratiquant la pêche dans les eaux éloignées devraient endosser des responsabilités plus importantes. Cet ensemble doit contenir des dispositions de traitement spécial et différencié efficaces en instaurant un niveau *de minimis* approprié de façon à donner une marge de manœuvre politique suffisante aux pays en développement et à protéger la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dans le cadre de la pêche artisanale et de subsistance.

S'agissant de l'agriculture, nous devons nous concentrer sur la conclusion d'un train de mesures axé sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Les disciplines concernant les subventions à l'agriculture restent notre priorité et nous devons placer l'accent sur une mesure globale du soutien (MGS) supérieur au niveau *de minimis* pour uniformiser les règles du jeu et remédier à la concentration du soutien.

La numérisation change la face du monde et, pour l'Afrique, toute la question est de savoir comment faire en sorte que ses avantages profitent à tous les pays africains, pas seulement en tant que consommateurs de produits numériques, mais aussi en tant qu'innovateurs et producteurs.

La réforme de l'OMC devrait être formulée de manière équilibrée afin de tenir compte des intérêts de tous. Nous devons remédier aux dysfonctionnements de l'Organe d'appel, mais le programme doit être élargi, tourné vers les objectifs et les résultats et répondre aux besoins des populations. La référence au développement devrait aboutir à un rééquilibrage des règles commerciales de sorte à ménager la marge de manœuvre politique dont les pays africains ont besoin pour concrétiser les objectifs d'industrialisation et remédier aux déséquilibres issus du Cycle d'Uruguay. Les réformes doivent reposer sur le développement et l'inclusion, protéger les principes qui sous-tendent l'OMC, réaliser les objectifs, en suspens, fixés dans le Programme de Doha pour le développement et adapter l'OMC pour qu'elle réponde aux futures crises.

---